Avec qui penser le changement en agriculture ? (Postface)

Alexis Aulagnier, Lidia Chavinskaia, Lucile Garçon, Aymeric Luneau, Sergio Dario Magnani, Lucile Ottolini, Nicolas Prignot

▶ **To cite this version:**

Alexis Aulagnier, Lidia Chavinskaia, Lucile Garçon, Aymeric Luneau, Sergio Dario Magnani, et al.. Avec qui penser le changement en agriculture ? (Postface). Frédéric Goulet; Patrick Caron; Bernard Hubert; Pierre-Benoît Joly. Sciences, techniques et agricultures : Gouverner pour transformer, Presses des Mines, pp.255-264, 2022, Sciences sociales, 9782356718457. hal-03670303

HAL Id: hal-03670303
https://hal.science/hal-03670303

Submitted on 17 May 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Avec qui penser le changement en agriculture?

Déconfiner le dialogue sciences-sociétés

Alexis Aulagnier, Lidia Chavinskaia, Lucile Garçon, Aymeric Luneau, Sergio Magnani, Lucile Ottolini, Nicolas Prignot

Dans ce chapitre nous proposons un retour critique sur les débats qui ont traversé le colloque qui s'est tenu au Centre culturel international de Cerisy-la-Salle du 16 au 22 septembre 2019. Intitulé « Sciences Techniques et Agricultures », le colloque s'est ouvert sur l'expression d'une volonté de répondre aux « grands défis sociétaux » et de contribuer aux « transformations des mondes contemporains ». Doublée d'une interrogation quant aux possibilités et aux manières de le faire en tant que chercheurs s'intéressant à l'agriculture, l'introduction des organisateurs a été largement partagée par leurs invités. Agronomes, écologues, zootechniciens, sociologues, anthropologues, économistes, philosophes, biologistes, juristes et politistes ont présenté et débattu de leurs travaux durant une semaine marquée par l'ambition de concourir au changement et par des préoccupations quant au sens du métier de chercheur.

Ce colloque de Cerisy a consisté en plusieurs journées de discussions, certaines dans l'enceinte du château éponyme, d'autres hors les murs. Ces déplacements visaient à ouvrir des espaces de dialogue permettant de penser la place des sciences et des techniques en agriculture par-delà les frontières du monde académique. Toutefois, que ces échanges aient eu lieu entre nous (invités au colloque) ou avec d'autres (agriculteurs, enseignants et élèves d'un lycée agricole voisin, entrepreneurs d'innovation), qu'ils se soient tenus dans un des bâtiments du château, dans la cour d'une ferme, dans un hall technologique ou dans l'amphithéâtre du lycée, il n'a pas toujours été facile d'engager une conversation, c'est-à-dire de créer une relation sociale permettant d'articuler différentes visions du monde [Haraway, 1988].

Jeunes chercheurs en sciences sociales invités à assister au colloque par ses organisateurs, nous occupions une position particulière dans l'assemblée réunie à Cerisy. À la différence de la plupart de nos collègues, nous n'avions pas été sollicités pour participer aux tables-rondes, mais pour porter un regard réflexif sur les échanges qui auraient lieu dans le cadre du colloque. Issus d'horizons disciplinaires différents et travaillant sur des sujets variés, nous ne nous connaissions pas auparavant : nous nous sommes rencontrés à l'occasion du colloque. Certains d'entre nous travaillent principalement en France ou en Europe, d'autres dans des pays de l'hémisphère Sud ; certains sont spécialistes des questions agricoles, d'autres s'y intéressent de manière plus indirecte, sous l'angle de questions d'environnement ou plus largement en traitant d'enjeux de production des connaissances. Si nous partageons des références communes et un même souci de comprendre et de décrire les régimes de production des connaissances scientifiques et des techniques, nos parcours sont divers. C'est cette diversité que nous avons cherché à mettre à

profit dans le texte qui suit, en croisant nos ancrages théoriques et nos centres d'intérêt pour construire un point de vue original, en contrepoint des séances auxquelles nous avons assisté. C'est donc à l'interface entre différents champs des sciences sociales que nous prenons la plume, pour pointer des éléments de surprise, de perplexité ou d'étonnement qui nous ont questionnés au cours de la semaine.

À propos des *buzzwords* : les étudier ou s'en méfier ?

Le colloque de Cerisy a été structuré par quelques questionnements récurrents. L'une des lignes de force de cette semaine a pour nous été une réflexion au long cours autour du statut des concepts scientifiques et de la circulation des énoncés que nous forgeons et manions en tant que chercheurs. Assez tôt dans la semaine, la philosophe et historienne des sciences Bernadette Bensaude-Vincent a proposé une communication sur la notion de *buzzword*. Ce concept se situe dans la lignée des travaux d'Uwe Pörsken qui mettait en garde, à l'aide de la notion de *plastic word* [1995], contre les conséquences collectives de l'usage de certains termes flous tels que *project*, *strategy* ou *development*. Le linguiste allemand mettait en avant la capacité de tels vocables à produire des consensus de façade et à détourner les acteurs des réels enjeux et tensions. Bernadette Bensaude-Vincent [2014] a proposé d'importer ce concept vers les STS en mettant en avant l'abondance et l'intérêt des travaux liés aux usages des métaphores dans le gouvernement des sciences [Maasen & Weingart, 2013]. Elle a défendu l'idée selon laquelle certains mots occupent une place particulière dans notre paysage technoscientifique. En retraçant l'histoire d'expressions comme *public engagement in science*, elle a mis en avant plusieurs effets des *buzzwords*. D'un côté, ils produisent un horizon et participent à enrôler des acteurs très différents dans des projets fonctionnant en quelque sorte à la manière des promesses technoscientifiques [Joly, 2013]. D'un autre côté, ces termes présentent une *virtus dormitiva* [Bensaude-Vincent, 2014, p. 9] : l'indétermination qui les entoure leur confère une capacité à désamorcer des conflits. Le caractère dépolitisant des *buzzwords* permet d'apaiser des tensions nécessaires en raison de leur trop grande flexibilité interprétative. Le *buzzword*, c'est un vocable qui semble mettre tout le monde d'accord, mais qui ne fait que dissimuler des dissensions et des représentations divergentes, en produisant l'illusion d'un consensus.

La présentation de Bernadette Bensaude-Vincent a soulevé des questions qui sont restées en suspens jusqu'à prendre une place importante dans les débats qui ont animé nos réflexions collectives. De nombreux concepts, de nombreux projets scientifiques discutés au fil de la semaine ont été soupçonnés de n'être rien d'autre que des *buzzwords*. Ainsi, des sessions sur l'histoire de l'agroécologie ou sur l'agriculture numérique ont abouti à de longs débats de définition. Est-ce que le terme agroécologie fonctionne à la manière d'un *buzzword* ? Si oui, cet usage est-il contraire à la définition portée par les promoteurs militants et scientifiques du projet agroécologique ? Ses usages politiques sont-ils marqués par une dénaturation de ce projet ? L'agriculture numérique est-elle un *buzzword* ? Ce projet scientifique ne fait-il que cacher derrière un flou définitionnel des intérêts privés ? Ces questions ont donné lieu à de longs débats portant sur la définition des termes, sur la « malhonnêteté » de certains de leurs usages politiques, sur la crainte d'une « récupération » de ces termes, etc. L'introduction de la notion de buzzword en début de semaine par Bernadette Bensaude-Vincent a révélé un fort intérêt – et parfois une forme

d'inquiétude – quant aux effets collectifs des vocables que nous produisons et quant aux conséquences de leur circulation.

Ces interrogations ont fonctionné pour nous à la manière d'un rappel. La multiplicité des usages, des confrontations, des récupérations auxquelles donnent lieu les connaissances que nous, chercheurs, produisons, ne devrait être source ni de surprise, ni d'inquiétude : elle est notre objet d'étude. La sociologie de la traduction, depuis ses débuts, a montré que les technologies comme les savoirs scientifiques sont pris dans des associations où leur contenu est négocié, mis à l'épreuve. Un énoncé scientifique n'est jamais flottant, il est inscrit dans des dispositifs, dans des réseaux au sein desquels il fait l'objet de négociations, d'appropriations, d'alliances, de mésalliances et même de trahisons [Callon, 1986]. Un savoir ne fait consensus qu'à l'issue d'une série d'inscriptions et de confrontations, de mises à l'épreuve et de démonstrations [Latour, 1984]. En ce sens, l'apparition ou la prolifération de *buzzwords* est une modalité spécifique d'incarnation et de circulation des connaissances. La plasticité de ces termes produit des effets, suscite des alliances, rend possible des mobilisations et des usages stratégiques qui devraient être étudiés plutôt que regrettés. Nous avons été surpris de constater à plusieurs reprises une forme de crainte face à la capacité de certains vocables à devenir des *buzzwords* et face aux métamorphoses incontrôlées que connaîtraient les énoncés scientifiques dans ce processus. Il nous semble qu'une acception particulière de ce vocable a pris corps au fil de la semaine, dans laquelle la malléabilité des termes est parfois devenue un enjeu normatif alors qu'elle devrait être un élément à questionner et investiguer.

L'agroécologie : un concept pour expliciter et discuter les alliances scientifiques

Notre réflexion sur le sens et l'étude du contexte d'utilisation des mots s'illustre à travers le cas du terme « agroécologie ». Faut-il trancher entre différentes significations du mot pour en déterminer le sens ? Le concept d'agroécologie relève à la fois d'une approche scientifique, d'un mouvement social et d'une pratique de l'agriculture [Wezel et al., 2009]. Ces trois formes d'existence du concept s'imbriquent différemment les unes aux autres selon les espaces géographiques dans lesquels il circule. Wezel et al. [2009] montrent que dans les contextes latino-américains, l'agroécologie est rattachée aux mouvements de reconnaissance des paysans, des peuples autochtones et de leurs savoirs, tandis qu'en Europe elle est aussi appréhendée comme une injonction techno-politique à la réorganisation des systèmes agricoles. En Afrique et ailleurs, elle apparaît comme un outil de souveraineté alimentaire.

Le sens du terme « agroécologie » n'est pas univoque, y compris à l'intérieur de chacun de ces contextes. Cette pluralité d'usages fait écho à la pluralité sémantique du concept mais aussi à la pluralité des enjeux qui y sont attachés [Mol, 1999]. Dans les différentes significations qui lui sont attribuées, le concept d'agroécologie est porteur d'une demande de changement. Comme approche scientifique, l'agroécologie revendique de porter une attention particulière non seulement aux processus écologiques inhérents aux organismes vivants qui sont au cœur des agroécosystèmes, mais aussi aux différences culturelles, ainsi qu'aux enjeux de justice sociale et économique (droits des paysanneries, accès à la terre, contrôle des moyens de production, répartition de la valeur générée dans les systèmes alimentaires, etc.). Cette orientation du terme

est encore refusée dans certaines arènes politiques, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Ministère de l'Agriculture français et jusqu'à récemment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au sein desquelles, pour différentes raisons et intérêts (préservation du « libre marché », opposition de lobbys influents émanant de firmes de l'agroalimentaire, de la grande distribution, etc.), l'agroécologie ne semble avoir que des implications techniques. Ce cadrage institutionnel du concept peut évoluer, comme l'ont souligné Patrick Caron en référence au rapport annuel sur l'agroécologie de la FAO [HLPE, 2019].

Nos débats sur l'agroécologie auraient pu mieux expliciter les positions politiques et institutionnelles qui sous-tendent nos différentes références et pratiques de chercheurs par rapport aux différentes « significations disponibles » que le concept d'agroécologie peut assumer dans les instances académiques et politiques. Cela nous amène à questionner les choix que nous tissons par nos alliances avec différentes catégories d'acteurs (pouvoirs publics, firmes, syndicats et organisations professionnelles, associations citoyennes, collectifs d'agriculteurs et éleveurs, etc.). Ces choix sont pris dans des jeux de contraintes qu'il convient d'expliciter et de discuter collectivement, voire institutionnellement. Tout en participant fortement à la définition du rôle de la recherche au sein de la société, ils déterminent la capacité à élargir les termes et les espaces de débat politique, à redéfinir les relations entre acteurs et groupes sociaux dans l'identification des sujets qui deviennent des « problèmes publics » et de leurs possibles solutions. Ainsi, les limites actuelles de l'enseignement de l'agroécologie, pour la plupart du temps en dissonance avec les pratiques agricoles conventionnelles auxquelles ils sont formés dans leurs lieux de stage, d'apprentissage et de pratique, auraient pu être un sujet que les étudiants du lycée agricole auraient apprécié de discuter avec nous. Les discussions qui ont eu lieu entre les visites qu'ils nous ont proposées nous ont permis de mesurer cela.

Connecter les modèles de la gouvernance mondiale agricole aux effets locaux des politiques : la gageure du développement ?

Un sentiment fort a caractérisé notre travail d'observation à Cerisy : la difficulté d'intéresser les acteurs de l'agriculture que nous avons côtoyés dans la semaine aux sujets débattus entre chercheurs. Que ce soit lors de nos visites du lycée agricole ou à l'occasion des rencontres organisées dans les fermes de la région, nous avons constaté avec embarras une certaine difficulté à établir un dialogue, avec des éleveurs en proie à la volatilité du prix du lait et avec des étudiants et enseignants de lycée agricole pris entre les injonctions d'une transition agroécologique réduite à un répertoire de techniques moins polluantes et une orientation productiviste ancrée dans leurs imaginaires et pratiques professionnelles. Si toutes et tous sont concernés par les questions de souveraineté alimentaire que vous avons abordées, il fut difficile de susciter un échange au terme des exposés auxquels ils ont assisté. Les différentes postures des chercheurs nous ont semblé refléter les positionnements de leurs établissements ou disciplines d'appartenance dans les institutions de la gouvernance agricole, et les leurs au sein de ces organisations, sans pour autant que les impératifs et les enjeux sous-jacents ne soient

explicités et discutés en tant que tels. Des schémas très abstraits ont été projetés dans l'amphithéâtre du lycée et des scénarios ont été présentés sans faire apparaître aucun acteur. Ainsi, de longues discussions, apparemment sans issues, ont frustré certains, et donné l'impression à d'autres de participer à des débats sans lien ni effet sur les réalités vécues sur le terrain.

Dans les limites du format court et de la vocation de « retour d'expériences » de ce texte, il nous semble utile de présenter quelques éléments de réflexion tirés de la socio-anthropologie du développement qui permettent de penser autrement ces impasses. Le programme scientifique de la socio-anthropologie du développement a évolué dans le temps d'une étude fine des effets des projets de développement dans les territoires à celle des lieux de la gouvernance mondiale, des enjeux institutionnels et politiques qui les animent ainsi que des modèles politiques qui y sont produits et de leur circulation à différentes échelles [Olivier de Sardan, 2007]. C'est bien dans cette circulation entre échelles que les politiques acquièrent une substance, deviennent réelles pour et par celles et ceux qui les interprètent, les infléchissent et les négocient [Ferguson & Gupta, 2002].

Les travaux de David Mosse [2004 ; 2005] montrent l'intérêt d'étudier le rôle clé de certains concepts tels que « *participation* », « *gestion communautaire* », « *empowerment* », « *agroécologie* » dans l'établissement de cadrages partagés des réalités sociales qu'il est question de transformer par les interventions de développement. Si le caractère flou et ambigu de tels concepts peut faciliter la construction de coalitions d'acteurs aux intérêts hétérogènes, leur mobilisation a un objectif performatif : l'élaboration de dispositifs d'action qui organisent et connectent des lieux et des acteurs à différentes échelles par la circulation de ressources, d'objets, de modèles organisationnels et de techniques. Murray Li [2007] montre l'intérêt d'une approche ethnographique qui étudie la fabrique des politiques depuis leur conception dans les assises internationales jusqu'à leur mise en œuvre dans les territoires ruraux. Par l'étude d'un programme de financement de la décentralisation de la Banque Mondiale visant à réduire la conflictualité rurale en Indonésie, l'anthropologue montre que si la mobilisation de certains concepts crée du consensus entre les acteurs institutionnels du développement international et national, les dispositifs qui en ressortent jouent également un rôle fondamental dans la reproduction de conflits violents dans leurs contextes de mise en œuvre et réduisent l'espace de participation politique au sein des communautés locales.

Ces connexions interrogent la capacité de la recherche à étudier et à rendre intelligibles les modalités d'inscription locale des phénomènes globaux et les transformations qui se produisent tout au long de chaînes d'action publique dans des jeux d'échelles connectées. Une approche ethnographique comparative, multi-située et multi-échelle, en mesure d'écouter, d'interpréter et de mettre en débat les transformations contemporaines des structures agraires et des systèmes alimentaires aurait peut-être permis de reconnecter chercheurs et acteurs de l'agriculture. En renversant la position des chercheurs et en venant se mettre à l'écoute des acteurs, nous aurions pu comprendre comment ceux-ci saisissent, en situation et dans leur diversité, s'approprient et détournent les injonctions et les discours venus du global. La montée en généralité par rapport aux situations particulières de nos interlocuteurs, leur articulation aux dynamiques politiques, économiques et environnementales contemporaines, telles que vécues dans une pluralité de contextes par une diversité d'acteurs, aurait peut-être permis d'établir une compréhension

commune et un dialogue constructif autour des « problèmes » actuels du monde agricole et des modalités d'agir de professionnels, chercheurs et citoyens.

« À quoi sert-on ? »: la portée politique des sciences en question

Poursuivons le tour d'horizon de nos impressions avec une autre des questions transversales du colloque : celle de la « portée politique » [Chateauraynaud, 2011] des connaissances que nous produisons. Ce concept désigne au sens restreint les effets de la recherche scientifique sur l'action publique. Le problème qui s'est posé est alors celui de la faiblesse de cette portée politique alors que les alertes des communautés scientifiques sur les effets néfastes de l'agriculture intensive ne semblent pas empêcher les ventes de pesticides en France, la taille des exploitations agricoles ou le nombre d'animaux par élevage de croître. Toutefois nous faisons l'hypothèse que pour saisir la « portée politique » des sciences, il est essentiel de sortir du modèle bipolaire avec d'un côté une « Science » unifiée, autonome, produite par des chercheurs désintéressés pour le simple amour de la connaissance, de l'autre une société intéressée, qui retirerait les conséquences – bénéfiques ou non – de la recherche sans avoir son mot à dire, et, éventuellement, l'expertise scientifique au milieu [Roqueplo, 1997]. Un modèle dont les colloques de Cerisy sont une illustration dans la mesure où le lieu par son architecture, sa symbolique, les contraintes spatiales et matérielles tendent à accentuer la séparation entre « science et société » plutôt qu'à la réduire.

On notera tout d'abord que cette portée politique n'est pas homogène selon les paradigmes, les champs ou les communautés de recherche considérés. La mise en œuvre de politiques agricoles fondées sur des approches agroécologiques – encore faut-il savoir lesquelles – se heurte ainsi à la prééminence du paradigme productiviste sur ces mêmes politiques. Il n'y a pas d'un côté « la » science, sorte de Cassandre moderne, et de l'autre « la » politique qui resterait sourde aux alertes de la prophétesse de malheur. Il y a une myriade de sciences qui se distinguent par des pratiques et des rationalités différentes, ainsi que leurs rapports aux enjeux politiques et aux autres « mondes sociaux » eux-mêmes pluriels, comme n'ont cessé de le montrer les études des sciences et des techniques. Cette pluralité concerne de la même façon la politique. Les rapports entre sciences et actions publiques se jouent dans de nombreuses arènes aux temporalités et à la publicité hétérogènes. L'existence de *buzzwords* témoigne du fait que certains concepts ont au moins réussi à s'imposer dans les discours publics. Il n'était pas du tout certain, au moment de son émergence dans les années 1980, que le concept d'agroécologie, qui a aujourd'hui toutes les caractéristiques du *buzzword*, fasse l'objet d'une loi en France. Par ailleurs, la notion de *buzzword*, en focalisant l'attention sur les moments de publicité, ne doit pas faire oublier les luttes qui ont été et sont menées dans les « arènes discrètes » [Gilbert & Henry, 2012] de l'action publique pour transformer la définition des questions agricoles, comme l'illustre l'âpreté des négociations internationales pour inscrire l'agroécologie dans les scénarios de prospective de la FAO.

Ensuite, considérant que toute pratique de connaissance et toutes les relations que celle-ci entretient avec son « extérieur », avec le réseau de relations qui la font exister, sont situées [Haraway, 1988], le « rôle des chercheurs dans la cité » varie nécessairement selon les alliances

provisoires tissées localement. La figure d'une science indépendante, abstraite du contexte qui lui donne sens, est un modèle de rapport au monde instituant tout autant qu'institué par un ordre politique et culturel particulier. De la même manière, l'« économisation » actuelle de notre environnement/milieu, comme le postule Michelle Murphy dans son livre *The Economization of Life* [2017], a instauré d'autres formes de relation entre « sciences et sociétés », en particulier dans les sciences du vivant. Les chercheurs sont aujourd'hui priés de s'intéresser de près au facteur d'impact des revues dans lesquelles ils publient, mais aussi de trouver des financements qui leur permettront de produire leur propre agenda scientifique. Le vivant est réduit aux statuts de ressource ou de marchandise et la recherche est aujourd'hui alliée de près à des intérêts économiques et industriels nouveaux. Cela est parfois dénoncé, lorsque, par exemple, des biologistes s'élèvent contre le fait de continuer à financer la recherche sur les OGM en champ, laissant de côté d'autres sujets de recherche tout aussi intéressants, mais certainement pas aussi rentables pour les industries des semences [Stengers, 2013].

Autrement dit, la question est moins de savoir ce que la science a à dire à la politique ou à la société que de se demander comment se réapproprier les conditions de production de nos savoirs, et de créer les conditions sous lesquelles ces savoirs redeviendront activement connectés à des pratiques qui nous importent. La notion de « portée politique » prend alors un sens plus large. Elle renvoie à la capacité des pratiques scientifiques et des connaissances qui en sont issues de donner aux acteurs et actrices – y compris les chercheurs – des prises collectives sur les processus biologiques, climatiques, écologiques, économiques, sociaux, politiques qui les affectent et de contribuer à la constitution d'un « public » au sens de Dewey [2010] ou à l'auto-institution de la société [Castoriadis, 1988]. Les difficultés éprouvées pour établir un dialogue avec les agriculteurs, les élèves et les enseignants du lycée agricole de Saint-Lô Thère durant le colloque montrent que la création de telles prises ne peut faire l'économie ni d'un travail d'intermédiation, ni de toutes les infrastructures qui vont avec (tiers-lieux, tiers-secteurs de la recherche, etc.), à travers lequel « chercheurs » et « non-chercheurs » apprennent à redéfinir leurs rôles.

Entendre le vivant dans le dialogue sciences-sociétés : un « trialogue » est-il possible ?

Dans cette conversation si difficile à établir, le vivant a-t-il son mot à dire ? Considérés comme muets et manipulables à volonté dans le paradigme techniciste de l'agriculture productiviste, les animaux, les plantes et les microorganismes sortent progressivement du silence. Ils sont représentés avant tout par des acteurs humains. On pense aux ONG de protection de l'environnement, aux associations militant pour le bien-être animal ou contre les manipulations du génome des plantes, aux juristes donnant le droit aux objets dits naturels. On pense au concept d'agroécologie évoqué ci-dessus qui tente de réintégrer théoriquement le vivant dans les écosystèmes productivistes. On pense également aux paysans qui sortent de l'ombre de l'industrie agricole, à leur amour des animaux, à leurs rapports privilégiés aux plantes, à leurs revendications pour conserver leur autonomie face aux acteurs économiques dominants. Ces modèles alternatifs, plus respectueux du vivant dans ses interrelations biologiques et sociales,

accaparent de plus en plus l'attention des sciences humaines et sociales curieuses des transformations en cours dans le monde agricole [Demeulenaere, 2013 ; Demeulenaere, 2019 ; Levain, 2016]. La recherche du « bonheur dans le pré » signe-t-elle le tournant dans nos productions agroalimentaires ? En avons-nous été témoins lors des visites du colloque notamment d'un élevage conventionnel et d'un autre converti récemment en agriculture biologique ? Lorsque nous avons rencontré dans le premier un agriculteur apeuré, perdu, en attente d'un changement, d'un coup de pouce mais ne sachant pas lui-même par où commencer ; et dans le second des agriculteurs rayonnants d'émotions positives, satisfaits des transformations effectuées et prêts à partager des solutions ? Notre position en tant que chercheurs est délicate. Observateurs extérieurs, nous sommes complètement étrangers à ce monde agricole.

Une tension forte se fait ressentir en effet dans le monde agricole entre la science, la politique et le terrain dont le vivant fait partie. Ce dernier est au cœur des sciences agronomiques, mais il est pourtant rarement pris en compte en tant que tel. Le paradigme déterministe des sciences biologiques mises au service de la rationalisation des productions agricoles persiste, fait apparaître de multiples signaux de changement, notamment par l'avancement du concept d'agroécologie. Les biologistes et les généticiens eux-mêmes sonnent l'alerte, mais manquent pour le moment de prises pour saisir le sens de la « vie » (« bios ») autrement que par des outils de raison calculatrice. La définition de la vie, comme l'expose Thomas Heams dans sa contribution à cet ouvrage et dans son livre *Infravies. Le vivant sans frontières* [2019], est complexe et ne va pas de soi : le vivant est quelque chose qui nous échappe, qui n'a pas ses frontières propres, qui ne peut s'appréhender autrement que par ses relations. La vie est « anarchique », maintient le biologiste Jean-Jacques Kupiec [2019], en proposant de dépasser les postulats déterministes de la génétique. Les conceptions que les experts ont du vivant ont un impact direct sur la construction et le fonctionnement des systèmes de production agricole et des filières agro-alimentaires, sur la perception, la définition et la gestion des crises sanitaires et environnementales. Nous avons été étonnés que ce sujet, pourtant crucial pour la recherche sur l'agriculture, et qui revient de plus en plus souvent dans les débats au sein de la communauté des biologistes, n'ait pas eu davantage d'écho lors du colloque. La faim dans le monde, la gestion des ressources génétiques, la crise écologique, le global *versus* le local, les systèmes agro-industriels dominants *versus* les besoins des producteurs, etc. – ces sujets de gouvernance mondiale traités par de nombreux participants relèvent pourtant de la biopolitique autant que de la géopolitique, comme suggéré par Michel Foucault [2004]. Quelle est alors la part du « *bios* » dans ces politiques ? Comment dépasser l'impératif de standardisation des ressources biologiques, des produits alimentaires, des systèmes de culture et d'élevage dictés par la globalisation et le marché néolibéral ? Comment les sciences et les politiques peuvent-elles tenir compte de la nature variable, dynamique et rarement prévisible du vivant ? Faut-il accepter l'irrationnel du vivant et toutes les incertitudes qui en découlent, ou rationaliser ces incertitudes ? Dans les STS, le vivant comme d'autres éléments non-humains sont considérés au travers du principe de symétrie ainsi qu'au travers du concept de réseaux socio-BIO-techniques [Selmi & Joly, 2014], héritier de celui de réseaux sociotechniques fondateur des STS. Ces outils intègrent du point de vue méthodologique les éléments de nature biologique qui ont leur propre façon d'agir et de reconfigurer les liens sociaux. Analysés par ce prisme, les systèmes agro-alimentaires complexes, aussi rationalistes qu'ils soient, se présentent à nous comme façonnés en

permanence par la nature imprévisible du vivant. Comme le montre l'exemple d'une analyse récente au travers du cas de la sélection génétique des bovins [Chavinskaia, 2020], ce dernier apparaît alors comme acteur d'autant plus légitime à la table de négociations entre la science et la politique que ce soit sur des questions de la gouvernance mondiale ou des pratiques locales et situées des productions agricoles. Une alliance interdisciplinaire, notamment entre les sciences biologiques et sociales, reste néanmoins à consolider pour pouvoir entendre la voix du vivant dans cette orchestration.

Conclusion et ouvertures

Lors de ce colloque de Cerisy, l'engagement de chacun était palpable. Tous et toutes, d'une manière ou d'une autre, s'interrogent sur l'engagement dans les sciences agricoles. On ne défend pas un modèle d'agriculture uniquement pour sa vérité intrinsèque, parce qu'il serait seulement plus vrai qu'un autre, mais pour une multiplicité de raisons en interactions les unes avec les autres. Mais il ne peut s'agir d'une relation abstraite entre deux pôles eux-mêmes abstraits que sont la Science et la Société, mais toujours de rapports à créer, à inventer, qui modifient les termes du rapport dans la relation qui s'établit.

Il ne s'agit alors plus d'opposer, mais de « penser avec ». Avec qui s'allie-t-on et pourquoi ? Si la question résonne sur un plan éthique, elle marque surtout un tournant épistémologique et appelle au changement dans nos façons de produire du savoir. Cela demande de repenser la recherche scientifique dans son organisation, les raisons pour lesquelles les chercheurs s'impliquent dans une arène politique ou dans une autre, s'allient ou non avec des acteurs de l'industrie, représentent ou non des organismes vivants soumis au processus d'industrialisation, etc. Cette question des alliances n'est pas nouvelle. Il ne s'agit pas de vouloir inscrire tout d'un coup les pratiques des sciences agricoles dans une société, car elles y sont déjà inscrites, elles sont déjà dans un agencement particulier. Il s'agit d'agir sur les manières par lesquelles elles s'inscrivent aujourd'hui, et par lesquelles nous les reconnaissons et les analysons.

Bibliographie

[Bensaude-Vincent, 2014] Bensaude-Vincent, Bernadette, « The politics of buzzwords at the interface of technoscience, market and society: The case of "public engagement in science" ». *Public understanding of science,* 23, 1-16.

[Callon, 1986] Callon, Michel, « Éléments pour une sociologie de la traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc ». *L'Année sociologique,* 36, 169-208.

[Castoriadis, 1988] Castoriadis, Cornelius, « Pouvoir, politique, autonomie ». *Revue de Métaphysique et de Morale*, 93, 1, 81-104.

[Chateauraynaud, 2011] Chateauraynaud, Francis, *Argumenter dans un champ de force. Essai de balistique sociologique*, Paris, Petra, 484.

[Chavinskaia, 2020] Chavinskaia, Lidia, « La science fait de la résistance. Le rôle techno-politique d'une connaissance scientifique dans la globalisation de la sélection animale ». *Revue d'anthropologie des connaissances*, 14, 1, [en ligne].

[Demeulenaere, 2013] Demeulenaere, Elise, « Les semences entre critique et expérience : les ressorts pratiques d'une contestation paysanne ». *Revue d'Études en Agriculture et Environnement,* 94, 4, 421-441.

[Demeulenaere, 2019] Demeulenaere, Elise, « Savoirs paysans et conservation des ressources génétiques. Réductionnisme stratégique et réflexivité », *Anthropologie et Sociétés,* 43, 3, 167-192.

[Dewey, 2010] Dewey, John, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard, 336.

[Ferguson & Gupta, 2002] Ferguson, J. & Gupta, A, « Spatializing states: toward an ethnography of neoliberal governmentality ». *American ethnologist*, 29, 4, 981-1002.

[Foucault, 2004] Foucault, Michel, *Naissance de la biopolitique: cours au Collège de France, 1978-1979,* Paris, EHESS, Gallimard, Seuil, 368.

[Gilber & Henry, 2012] Gilbert, Claude, Henry, Emmanuel, « La Définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion ». *Revue Française de Sociologie,* 53, 1, 35–59.

[Haraway, 1988] Haraway, Donna, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective ». *Feminist Studies.*, 14, 3, 575-599.

[Heams, 2019]Heams, Thomas, *Infravies: le vivant sans frontières,* Paris, Le Seuil, 192.

[HLPE, 2019] HLPE, 2019, « Approches agroécologiques et autres approches innovantes pour une agriculture durable et des systèmes alimentaires qui améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale », Rome, 2019.

[Joly, 2013] Joly, Pierre-Benoît, « On the economics of techno-scientific promises » in Akrich, Madeleine, Barthe, Yannick,, Muniesa, Fabian & Mustar Philippe (dir), *Débordements : Mélanges offerts à Michel Callon,* Paris, Presses des Mines, pp. 203-221.

[Kupiec, 2019] Kupiec, Jean-Jacques, *Et si le vivant était anarchique: la génétique est-elle une gigantesque arnaque?,* Paris, Liens qui libèrent, 256.

[Latour, 1984] Latour, Bruno, *Pasteur: guerre et paix des microbes*, Paris, La Découverte, 370.

[Levain, 2016] Levain, Alix, « Une épreuve médiatique : Les éleveurs bretons et les marées vertes », *Études rurales*, 2, 2, 171-194

[Maasen & Weingart, 2013] Maasen, Sabine & Weingart, Peter, *Metaphor and the Dynamics of Knowledge*, London, Routledge, 148.

[Mol, 1999] Mol, Annemarie, « Ontological Politics. A Word and Some Questions ». *The Sociological Review,* 47, 1 suppl., 74–89.

[Mosse, 2004] Mosse, David, « Is good policy unimplementable? Reflections on the ethnography of aid policy and practice », *Development and Change,* 35, 4, 639-671.

[Mosse, 2005] Mosse, *David, Cultivating development. An ethnography of aid policy and practice,* London, Pluto Press, 337.

[Murphy, 2017] Murphy, Michelle, *The Economization of Life,* Durham, London, Duke University Press, 232.

[Murray, 2007] Murray Li, Tania, *The will to improve: Governmentality, Development and the Practice of Politics,* Durham, London, Duke University Press, 392.

[Olivier de Sardan, 2007] Olivier de Sardan, Jean-Pierre, « De la nouvelle anthropologie du développement à la socio-anthropologie des espaces publics africains ». *Revue Tiers Monde*, 3, 543-552.

[Pörsksen, 1995] Pörksen, Uwe, *Plastic Words: The Tyranny of a Modular Language*, Pennsylvania University Press, 116.

[Roqueplo, 1997] Roqueplo, Philippe, *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique,* Paris, Inra, 112.

[Selmi & Joly] Selmi, Adel & Joly, Pierre-Benoît, « Les régimes de production des connaissances de la sélection animale. Ontologies, mesures, formes de régulation », *Sociologie du Travail,* 56, 225-244.

[Stengers, 2013] Stengers, Isabelle, *Une autre science est possible! Manifeste pour un ralentissement des sciences,* Paris, La découverte, 200.

[Wezel et al., 2009] Wezel, Alexander, Bellon, Stéphane, Doré, Thierry, Francis, Charles, Vallod, Dominique & David, Christophe, « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review ». *Agronomy for Sustainable Development*. 29, 503-515.